

La lecture de Luc Ferry lors des Etats de la France

par Clara Gaymard

Choisissant de faire de la crise le point de départ de sa réflexion, Luc Ferry nous propose de revisiter les causes des déséquilibres économiques que nous avons connus pour mieux tracer les contours d'un nouveau monde et pour appeler les décideurs à changer profondément le rapport qu'ils ont à l'avenir.

La crise

Les responsables politiques et les observateurs avisés du monde économique et social furent nombreux à affirmer en 2008 que la crise était avant tout due aux difficultés traversées par la sphère financière. L'économie réelle aurait donc été simplement affaiblie par les dérives des traders et les politiques de dérégulation assumées par les gouvernants ces dernières années.

Les causes profondes de la crise sont pourtant différentes. S'il ne faut naturellement pas sous-estimer les dégâts provoqués par les excès de liquidité ou la défaillance des règles comptables et si les visions court-termistes ont largement dégradé l'économie financière, nous payons en réalité le prix d'une série de décisions politiques aventureuses.

Les difficultés économiques inédites que nous connaissons actuellement trouvent en effet leur source dans la relance de la croissance américaine mise en œuvre dès le début des années 1990.

Marquée par la réduction progressive du pouvoir d'achat des classes moyennes, l'économie des Etats-Unis fut alors confrontée à un risque de bipolarisation du monde du travail, entre une classe particulièrement aisée d'une part et une prolifération de bas salaires d'autre part. Véritable carburant de la vitalité économique américaine, la middle-class ne pouvait alors plus porter la consommation.

Face au tassement des classes moyennes, Bill Clinton et Alan Greenspan, alors qu'ils étaient respectivement président des Etats-Unis et président de la Réserve fédérale, décidèrent de contraindre les banques à faciliter l'accès au crédit pour les ménages. Poursuivie jusqu'au déclenchement de la crise, cette politique permettra certes le maintien d'un niveau de croissance élevé mais au prix d'un endettement qui deviendra bientôt abyssal. Administrations publiques, entreprises et particuliers américains passèrent en effet d'un taux d'endettement de 230% en 2000 à 340% aujourd'hui.

La croissance des Etats-Unis des dernières années n'est donc pas fondée sur la production de richesse mais a contrario sur une immense création de dette.

Devant la saturation des taux d'endettement, la titrisation des actifs à risque provoqua la fabrication de produits financiers particulièrement complexes, suscitant une perte de confiance entre les acteurs de l'économie financière.

Au regard de cette analyse et du recul dont nous disposons, ce n'est donc pas une absence de régulation qui a causé la crise mais des choix politiques imprudents.

Face à ces explications, on comprend bien que la seule régulation de l'économie de marché n'est pas une clé suffisante pour retrouver la prospérité. Il ne sera certes pas superflu de créer les conditions d'une moralisation du capitalisme et de passer d'un système pro-cyclique à un système contre-cyclique. Mais le développement économique ne pourra résider que dans une croissance saine et fondée sur une véritable création de richesses.

L'après-crise

Dès lors, la principale difficulté à venir consiste à concilier l'impératif de la croissance et le défi environnemental. Si le mouvement écologiste n'est pas exempt de critiques et peut bien souvent nous laisser sceptique, il n'en reste pas moins que la réalité du réchauffement climatique doit être reconnue et prise en compte par les décideurs. Il est désormais acquis que si l'Inde et la Chine atteignent un niveau de vie similaire à celui que nous connaissons, l'empreinte écologique de l'homme sera telle qu'elle nécessiterait plusieurs planètes.

Nous sommes ainsi confrontés à une immense contradiction. Sur le plan économique, nous devons plaider pour la croissance car le développement économique et la cohésion sociale en dépendent. Mais sur le plan environnemental, le message écologique nous incite à réduire la consommation et la création de richesses, faisant de la protection de la Terre la première des priorités.

Le Gouvernement fait d'ailleurs face à ce paradoxe avec l'illustration récurrente des divergences entre les options différentes suivies dans les ministères de l'Economie et de l'Ecologie.

La difficulté consistant à convoquer la relance de l'économie avant de s'alarmer de notre empreinte écologique nous suggère plusieurs voies. La première consiste à privilégier la décroissance. Les conséquences économiques et sociales de cette option seraient pourtant catastrophiques. La seconde voie revient à faire le pari de la science, d'autant plus incertain et délicat à relever que c'est la survie de la planète qui est en jeu.

Les interrogations qui naissent de cette hésitation ont pu être réunies, nommées et mises en lumière par la montée en puissance de la notion de développement durable. Toujours est-il que ces questions restent sans réponses.

La crise nous impose donc de créer un nouveau modèle de croissance. Les difficultés provoquées par le premier choc pétrolier auront amené la France à faire le choix de

l'innovation et de la modernisation de son industrie, notamment au travers du développement de l'énergie nucléaire et du TGV.

En déployant le grand emprunt au service de la croissance, le Gouvernement semble ainsi reprendre ces orientations économiques.

Ce volontarisme économique est rapidement rattrapé par le débat entre croissance et écologie. L'émergence des technologies vertes illustrée par la voiture électrique ou les biocarburants entraîne là-encore un débat sur le coût pour l'environnement induit par le modèle de croissance verte.

Mais au-delà de cette contradiction et des choix que les gouvernements devront assumer pour les vingt prochaines années, il convient d'élargir notre horizon afin de poser deux questions fondamentales pour l'avenir de la politique : comment permettre aux Etats de jouer un rôle plus grand dans la globalisation ? Dès lors, quels doivent être les objectifs des gouvernants ?

La quête de sens

Fondée sur une création de richesse plus saine et non plus sur l'endettement sans limites et sans raisons valables, la croissance future devra aussi dépasser les solutions à court-terme afin de dégager un but réel et durable. A l'inverse d'Ulysse qui s'était donné pour ambition de revenir à Ithaque auprès de sa femme Laërte et de son fils Télémaque, notre univers semble avoir perdu son sens et nous avons perdu l'horizon vers lequel nous marchons. Il s'agit ici de la crise du sens.

Le fonctionnement de l'économie se caractérise non pas par une absence d'idée mais plutôt par une absence de visibilité. Les entrepreneurs sont en effet guidés par la survie de leurs produits dans des marchés toujours plus concurrentiels, cette survie dépendant largement du benchmarking permanent. Les décideurs n'avanceraient donc pas en étant mus par la représentation d'une fin mais en obéissant à la logique mécanique, anonyme et aveugle de l'innovation imposée.

Alors que le progrès technique et scientifique pouvait hier étendre la liberté des individus et le bonheur de l'humanité, l'innovation semble aujourd'hui avoir perdu son sens et nous avançons avec pour seul principe que si nous n'innovons pas, nous sommes morts.

L'exemple du secteur du numérique et des télécommunications est à ce titre assez édifiant. En effet, bien que nous ne puissions nous affirmer plus libres et plus forts de l'achat des derniers smart phones, nous cherchons pourtant à nous procurer ces objets nouveaux, dont le sens pour nos vies reste inexistant. Notre univers avance à une vitesse formidable mais sans aucune connaissance de l'avenir, sans aucune cause finale et sans projet. Le monde dans lequel nous vivons correspond donc à la métaphore d'un gyroscope devant tourner assez vite sur son axe pour ne pas tomber du fil sur lequel il est posé, mais restant incapable de savoir la raison pour laquelle il tourne.

Pour tenter de donner à la mondialisation le sens qu'elle se cherche, la mise en place du G20 associant puissances occidentales développées et économies émergentes entend privilégier le développement durable et la mise en place d'une croissance verte et partagée.

Cet horizon réjouissant et obéissant à tous nos souhaits pourrait cependant être comparé à l'évangile de Jean, dans lequel le Christ promet la vie éternelle aux côtés de nos proches. En effet, il nous est difficile de croire qu'il est possible de concilier l'élévation du niveau de vie de la population chinoise d'une part et la réduction de notre empreinte écologique d'autre part. Faisons alors assaut d'optimisme en ces temps de crise et remettons-nous en à l'évolution incontestable du comportement des jeunes générations face à la répartition des dépenses énergétiques.

On revient au pari incertain de la recherche face à la nécessaire protection de la planète. Ce pari doit être relevé avec autant d'optimisme que de réalisme.

L'avenir de la France

En France, le grand emprunt, dont les projets relèvent pour la majorité d'entre eux du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, propose de relever ce pari de l'innovation et de la science alliant croissance et écologie. Si cette initiative est salubre dans le sens où elle va permettre de soutenir des investissements d'avenir, elle devra cependant éviter deux écueils : la maîtrise des dépenses publiques et les inconvénients du dirigisme.

Premièrement, les décideurs sont en effet confrontés à des choix politiques dont le coût financier devient redoutable pour les générations futures. La décision d'ajouter une dette nouvelle à la dette actuelle n'est pas sans susciter quelques interrogations. Peut-être faudrait-il d'abord trouver des économies dans certaines dépenses assumées jusqu'ici par le gouvernement. Ainsi, la réduction du taux de la TVA dans le secteur de la restauration ou la création du Revenu de solidarité active (RSA) impliquent un coût très important au regard de l'avancée que ces mesures représentent. Des économies devraient donc d'abord être réalisées au sein des politiques publiques afin de dégager de nouvelles marges de manœuvre pour soutenir l'innovation.

Deuxièmement, le grand emprunt ne pourra être positif que s'il maintient le marché dans son rôle d'arbitre de la rentabilité. Ce n'est en effet pas à l'Etat seul de décréter ce qui peut être innovant et il convient à ce titre de ne pas oublier le précédent peu glorieux du minitel.

Symbolisant la riposte française face à la crise mondiale, la mise en place du grand emprunt implique aussi de s'interroger sur la place de la France dans le monde global.

Face aux difficultés, notre pays a certes mieux résisté que nos partenaires, grâce notamment aux amortisseurs sociaux qui caractérisent le système économique actuel.

Mais c'est notre avenir qui est en réalité compromis. Le formidable transfert de la dette privée vers la dette publique auquel on assiste représente un véritable carcan pour nos enfants et un risque de transformation de notre société, qui nous amène vers les réflexions de Claude Lévi-Strauss. La distinction qu'il établissait entre les sociétés traditionnelles et les sociétés contemporaines comme la nôtre est en effet fondée sur le lien avec le passé. Depuis la révolution française, les sociétés contemporaines évoluent vers l'avenir avec confiance, contrairement aux sociétés traditionnelles où l'innovation est interdite.

Le manque de courage des responsables politiques et l'endettement qu'ils nous laisseront risquent de faire de la France une société traditionnelle, où la population sera contrainte et prédestinée par les décisions prises par le passé.

Le principal problème que pose le niveau de l'endettement de la France n'est donc pas tant financier ou comptable que politique puisque c'est notre capacité à maîtriser notre avenir qui est hypothéquée par la nécessité inéluctable de rembourser la dette et les multiples emprunts menés par les gouvernants actuels.

L'avenir du monde

Face à cette quête de sens, Luc Ferry propose donc de nous inscrire dans la perspective de la mondialisation et de ses deux principaux effets sur les sociétés modernes. Le capitalisme a engendré en premier lieu la déconstruction des valeurs traditionnelles. Si les repères des générations actuelles étaient identiques à ceux de nos ancêtres, jamais nous n'aurions pu entrer dans l'ère de la consommation sans laquelle le capitalisme n'aurait jamais pu s'épanouir. Il a donc fallu que l'art moderne, l'évolution des mœurs et des comportements humains réduisent à néant les valeurs traditionnelles pour que la mondialisation que nous vivons aujourd'hui puisse exister.

Cette déconstruction a entraîné la disparition des motifs du sacrifice. Nous avons ainsi assisté à l'extinction des figures et des modèles pour lesquels les individus étaient prêts à mourir : dieu, la patrie et la révolution. On pourra parfois s'en désoler et dénoncer l'ère du vide à laquelle le monde actuel nous confronte. Il ne faut cependant pas céder trop facilement à la nostalgie et aux sirènes de la morosité ambiante. En effet, ne doit-on pas se réjouir de la fin des nationalismes et du temps où les peuples européens se déchiraient ? Pareillement, on ne saurait regretter les utopies socialistes et les désastres humains qu'elles ont entraînés à travers le monde.

En second lieu, l'essor du capitalisme a causé l'invention géniale de la famille moderne.

Dans les pièces de Molière, les enfants souhaitent se marier par amour contre la volonté des parents, qui ne veulent toujours privilégier que le mariage de raison et les conventions bourgeoises. La montée en puissance du mariage d'amour va pourtant bouleverser les rapports sociaux.

Mais cette nouvelle forme d'amour n'aurait jamais pu naître sans l'évolution industrielle de la société. Les historiens du Moyen-âge rappellent que les conséquences de

l'invention du salariat furent immenses. Les premiers pas du capitalisme ont en effet créé un phénomène d'arrachement des individus aux communautés villageoises et à la puissance de la religion. En quittant leur famille et plus généralement les vecteurs du contrôle social pour aller travailler à la ville, les hommes vont progressivement bénéficier de l'anonymat en échappant au poids des règles et vont jouir d'une liberté inédite qui s'exprime tant sur le plan financier que moral. Le salariat ayant remplacé l'asservissement, le capitalisme donna aux populations la capacité d'exaucer les vœux des enfants de Molière, par l'émergence des relations amoureuses assumées et choisies. Le mariage sincère et construit sur le sentiment ont ainsi pu entraîner la création d'une famille et d'un amour des enfants qui étaient inconnus jusqu'à la fin de l'époque médiévale.

La famille moderne a en effet pu être fondée sur l'agape, sur l'amour gratuit prôné depuis son origine par la religion chrétienne et fondé sur l'idée que nous devons laisser la place aux autres et nous retirer du monde pour aimer. Cette vision également rappelée par la philosophe Simone Weil est présente aussi dans le judaïsme. Elle demeure un formidable hommage rendu par la démocratie à la pensée chrétienne et à l'éloge de l'amour qui le caractérise.

Fort de cette réflexion sur le capitalisme, Luc Ferry propose de fonder l'avenir de la mondialisation sur ce fil conducteur et sur la suite qu'il convient de donner à cette révolution de la famille. Il nous invite à créer une troisième étape dans l'ère de la globalisation et à reposer les questions politiques différemment.

De nouvelles politiques familiales doivent ainsi voir le jour mais il nous faut plus largement nous interroger sur le monde que nous voulons laisser à nos enfants. C'est en réalité les questions de l'écologie, de la dette mais aussi du dialogue des civilisations que nous devons poser.

Il revient donc aux décideurs actuels de placer l'avenir de nos enfants au cœur de leurs décisions : cesser d'hypothéquer l'avenir des générations futures par des comportements et des choix hasardeux, qu'il s'agisse de l'endettement des Etats ou du réchauffement climatique du à l'activité humaine ; assurer à l'inverse aux hommes de pouvoir maîtriser les défis qui sont imposés au monde global et de reprendre la main sur le cours des choses.

Tel est le plaidoyer que Luc Ferry a délivré, avec la fibre pédagogique et le sens de l'humour qu'on lui connaît. Nul doute que cette réflexion saura s'inscrire dans les débats actuels et à venir des Etats de la France.

Clara Gaymard
Vice-Présidente Government Strategy
and Sales et Présidente GE France